



# Présence Internationale

Rue de la Linière, 11  
1060 Bruxelles  
Tél: 02/609 44 05  
Email: pbibelgium@scarlet.be  
http://www.peacebrigades.net  
CCP: 000-1668395-92  
Fortis: 001-1016453-66

BELGIQUE-BELGIE  
P. P.  
4800 VERVIERS 1  
9/2484

N° 82

Ed. resp. : M. Vasic, Rue de la Linière 11, 1060 Bruxelles - Bureau de dépôt : Verviers 1 - Envoi non prioritaire à tarif réduit  
Abonnement : 7 euros - Cotisation de sympathisant : 10 euros - Cotisation de membre effectif : 13 euros

## Les vœux ne suffisent pas. Il faut aussi des moyens...

En cette période de fin d'année, nombreux sont les vœux que l'on échange. Souhaits de paix, de joie, de santé, de bonheur, ils montrent notre sympathie pour ceux et celles à qui nous les adressons. Et ils expriment aussi notre espoir d'un monde meilleur. Mais la paix, la justice, le respect des droits humains, n'apparaissent pas ainsi, au moindre claquement de doigts. Pour les construire, les mettre en place, les affermir, il faut du temps, de la patience, de la persévérance. Et il faut aussi des moyens, financiers et humains. Jour après jour, année après année, nos équipes travaillent sur le terrain, dans des conditions parfois difficiles, mais toujours avec conviction et détermination. Convaincu-e-s de l'efficacité de l'action non-violente, nos volontaires ne ménagent pas leurs peines. Mais pour qu'ils et elles puissent mener à bien leur mission, il leur faut un minimum de moyens. Et si ceux-ci viennent à manquer, la poursuite d'un projet peut s'en trouver menacée, comme c'est le cas actuellement pour notre projet Népal (voir article en page 2).

Nous ne voulons pas nous résigner à accepter ce manque de moyens, nous ne voulons pas adopter une attitude passive et laisser la violence ou la négation des droits humains l'emporter. Et nous sommes persuadés que vous ne le voulez pas non plus. Or vous pouvez nous aider ! Chaque soutien est précieux pour permettre à nos équipes de poursuivre leur travail de promotion de la non-violence et de protection des droits humains. Vous êtes nombreuses et nombreux à avoir déjà effectué des versements de soutien à notre association. Et nous vous en remercions. Mais dans une organisation, comme dans une famille, il y a des dépenses qui reviennent régulièrement. C'est pour cette raison que nous vous sollicitons une fois de plus.

Pour nous aider, vous pouvez nous adresser un nouveau don. Ou, mieux encore, vous pouvez donner à votre banque un ordre permanent en faveur de PBI. Vous avez le choix entre deux numéros de compte : soit le 001-1016453-66 de Brigades de Paix Internationales. Ou, si vous souhaitez bénéficier d'une exonération fiscale, le 000-0000028-28 d'Oxfam Solidarité. Si vous utilisez ce deuxième compte, il est très important de noter en communication : « AMC/OO018 – PBI » pour que l'argent versé soit transféré à Brigades de Paix.

Au nom de toutes nos équipes et de ceux et celles qu'elles accompagnent, nous vous remercions de tout cœur ! Et pour 2008, nous vous souhaitons... de semer beaucoup de bonheur !

### Dans ce numéro...

#### Népal

Le projet PBI au Népal : indispensable mais fragile  
Page 2

#### Mexique

Commémoration du massacre d'Agua Blanca  
Page 4

Neuf ans après le massacre d'El Charco, des Amérindiens demandent justice  
Page 5

#### Guatemala

Le maïs, aliment ou combustible ?  
Page 6



## Népal

### Le projet PBI au Népal : indispensable mais fragile

*L'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'Homme a publié le 14 mars 2007 un rapport indiquant que le Népal était le deuxième pays au monde - après la Colombie - en matière de menaces et d'agressions contre les défenseurs des droits humains. Le travail réalisé par l'équipe des cinq volontaires de PBI est donc clairement utile. Malheureusement, le projet traverse une grave crise financière...*

Le Népal a connu pendant 10 ans une guérilla maoïste qui a fait plus de 13 000 morts. En novembre 2006, un accord de paix a été signé entre le *Communist Party of Nepal* (maoïste) et le gouvernement népalais. Cet accord prévoyait notamment :

- le cantonnement des armes et des troupes de l'armée populaire (maoïste) sous contrôle de l'ONU ;
- la constitution d'un gouvernement intérimaire et d'un parlement intérimaire ;
- l'élection d'une assemblée constituante, qui doit notamment décider du sort de la monarchie. Prévue en juin, puis différées au mois de novembre, les élections ont ensuite été reportées à une date indéterminée.

L'accord de paix du 21 novembre 2006 a suscité de grands espoirs, mais malheureusement le processus de paix reste fragile et se heurte à de nombreux défis :

- Une culture de l'impunité fortement ancrée au Népal et susceptible d'encourager de nouvelles violations massives des droits humains.
- L'émergence, parfois violente, des revendications de communautés ethniques longtemps marginalisées : dans le sud du Népal (plaine du Terai), la communauté madhesi (qui représente 1/3 de la population du pays et s'estime largement sous-représentée dans les instances politiques et dans l'administration) revendique une meilleure représentation (notamment à l'assemblée constituante). Si le principal groupe madhesi, le JF, est parvenu à un accord avec le gouvernement en août, d'autres groupes continuent à revendiquer leurs droits de manière violente.
- L'absence d'un environnement propice à la tenue d'élections libres : l'incapacité des forces de sécurité, et notamment de la police, d'assurer la sécurité et le respect de la loi dans le pays a rendu possible l'émergence, dans les plaines du Sud du Népal (et en particulier dans l'Est), d'une multitude de groupes armés qui se livrent à des activités criminelles et menacent de perturber les élections.
- Les maoïstes jouent-ils tous la carte de la démocratie parlementaire ? Il semble y avoir parmi eux

des factions qui renonceraient difficilement à la lutte armée. Les activités de la *Young Communist League*, qui se livre à des extorsions et au vandalisme, laissent à penser que les maoïstes n'ont pas encore tous complètement renoncé à la violence.



*Accompagnement de l'organisation Advocacy Forum à Baglung par une volontaire de PBI*

La situation reste donc particulièrement troublée, politiquement et économiquement : émeutes, plusieurs attentats à la bombe dans Katmandou, 'bandhas' (sortes de grèves, pouvant paralyser tout le pays et entraîner de lourdes conséquences économiques - notamment des pénuries d'hydrocarbures du fait du blocage des routes). Par ailleurs, les ministres maoïstes ont quitté le gouvernement, la coalition au pouvoir n'ayant pas accédé à leurs principales demandes (déclaration d'une république avant les élections et instauration d'un système de scrutin proportionnel). Certains observateurs pensent que les maoïstes sèment le trouble parce qu'ils redoutent de perdre les élections. Les fortes divergences opposant les maoïstes à la coalition des sept partis qui forment le gouvernement ont conduit à une impasse politique qui a provoqué un nouveau report des élections à l'assemblée constituante.



## Activités de PBI au Népal en 2007

L'équipe permanente de PBI accompagne à ce jour trois associations :

- *Advocacy Forum* (AF) est une organisation d'avocats et de juristes luttant contre l'impunité des auteurs de violations des droits humains. AF enquête sur les violations perpétrées aussi bien par les responsables des forces de sécurité (certains sont toujours en poste) que par des responsables maoïstes de haut niveau. AF fournit une assistance juridique aux victimes des violations des droits humains. PBI accompagne les membres d'*Advocacy Forum* depuis 2006.
- CVC est un groupe de victimes établi dans le district de Bardiya, une des régions les plus affectées par le conflit, notamment en termes de disparitions forcées. Les membres du CVC sont issus de la communauté ethnique Tharu, un des groupes ayant le plus souffert du conflit dans la région. Le CVC regroupe principalement les familles de « disparus ». Organisé formellement en février 2007, le CVC poursuit plusieurs objectifs, parmi lesquels connaître le sort des disparus et obtenir justice. Le CVC bénéficie d'un important soutien de la communauté internationale, et notamment du Comité International de la Croix Rouge, du Bureau du Haut Commissaire pour les Droits de l'Homme des Nations Unies, et de PBI, qui l'accompagne régulièrement depuis le début de l'année.
- *Lawyers Forum for Human Rights* (LAFHUR) : le secrétaire général de cette association, Jitman Basnet, a été arrêté le 4 février 2004 par un bataillon de l'armée régulière, puis détenu au secret et torturé pendant 258 jours. Une fois relâché, il était régulièrement menacé ; il a dû s'exiler 17 mois en Inde. En mars 2007, Basnet a publié un livre intitulé « 258 jours sombres » relatant sa détention et les mauvais traitements subis par beaucoup d'autres détenus (enlèvements, tortures, meurtres). Il a reçu à plusieurs reprises des appels téléphoniques anonymes le menaçant « de subir les conséquences de son combat contre l'impunité ». PBI l'accompagne de manière régulière depuis août 2007.

Les accompagnements réalisés par l'équipe de PBI-Népal visent à assurer une présence protectrice auprès des militants qui enquêtent sur les violations perpétrées et aident les victimes à faire enregistrer leur plainte par les services de police. Une défenseuse d'AF explique que, lorsqu'elle a voulu faire enregistrer une plainte, le commandant de police a refusé de le faire et l'a humiliée. Mais que, quand elle est revenue plus tard en compagnie de PBI, le même commandant a été très poli et s'est exécuté.

Tout au long de l'année, PBI a entretenu des relations continues avec d'autres ONG, internationales et locales, ainsi qu'avec les milieux diplomatiques et un réseau d'institutions népalaises.

L'équipe a mené une mission d'évaluation dans l'ouest (Nepalgunj) en vue d'y installer un second groupe de volontaires.

Depuis le mois d'août, PBI se rend chaque mois dans les régions de l'ouest du Népal (qui furent les plus touchées par le conflit), afin de nouer de nouveaux contacts avec les organisations et les autorités locales, et de consolider les contacts déjà établis. Ces visites mensuelles offrent également l'occasion d'accompagner des membres d'*Advocacy Forum*, qui dispose de bureaux régionaux dans l'ouest, et des membres de CVC.

Par ailleurs, PBI a été consultée dans le cadre de l'élaboration de la stratégie de mise en œuvre au Népal des principes directeurs de l'Union européenne pour la protection des défenseurs des droits humains. Plusieurs des recommandations de PBI ont été incorporées au texte final.

Enfin, PBI a suivi de près le projet de création d'une Commission Vérité et Réconciliation au Népal et a plaidé, par l'intermédiaire de ses groupes nationaux, pour l'incorporation dans le projet de loi de dispositions relatives à la protection des victimes et des témoins.



Accompagnement à Katmandou de Jitman Basnet, secrétaire général de *Lawyers Forum for Human Rights* (LAFHUR)

## Malheureusement une crise financière

Les financements attendus par le projet Népal ne sont pas tous arrivés et l'équipe n'a pu poursuivre son travail que grâce à un prêt du Conseil international de PBI. Selon les financements (reçus ou promis... pour les semaines à venir), l'année 2007 se solderait par un déficit de 24 000, voire de 50 000 euros. Il va sans dire que plusieurs instances de PBI se démènent pour trouver des fonds. On saura début décembre si le projet doit « hiberner » (réduction de l'équipe à 3 membres)...

Brigitte Chambolle et Myriam Renaud



## Mexique

### Commémoration du massacre d'Aguas Blancas

*Le 28 juin, deux membres de PBI Mexique ont accompagné Tita Radilla Martinez, vice-présidente de l'Association des Familles de Prisonniers Disparus et Victimes de Violations des Droits humains au Mexique (AFADEM), à la cérémonie anniversaire du massacre d'Aguas Blancas, dans la commune de Coyuca de Benitez (Etat de Guerrero). PBI assure l'accompagnement de Tita Radilla depuis 2003.*

Le 28 juin, sous un soleil de plomb, trois groupes de manifestants sont partis du village d'Aguas Blancas vers le gué où s'est déroulé le massacre de 17 paysans par des policiers de l'Etat, voici 12 ans. Lors de ce triste moment, les trois caravanes commémorant l'anniversaire du massacre étaient menées, respectivement, par les deux sections de l'Organisation Paysanne de la Sierra du Sud (OCSS), celle de Coyuca et d'Atoyac, et par l'Organisation des Producteurs de la Costa Grande.

En milieu de journée, accompagnant Tita Radilla et le contingent d'Atoyac, les volontaires de PBI prirent le chemin de deux kilomètres et demi qui conduit au gué d'Aguas Blancas. Sur les lieux du massacre, 600 personnes ont participé à la commémoration qui commença par une messe du père Juvenal Aponte en mémoire des victimes. Le père déplora la mort des paysans qui « perdirent la vie pour la lutte, la justice et de meilleures conditions de vie ».



*Cérémonie religieuse de juin 2007 en souvenir du massacre d'Aguas Blancas*

Durant le meeting, plus de dix orateurs, se tenant auprès du monument érigé pour les paysans morts, réitérèrent leurs exigences principales : la réouverture du cas Aguas Blancas, la condamnation de l'ex-gouverneur Ruben Figueroa Alcocer (que l'on considère comme l'auteur intellectuel du massacre), et le refus de former la commission de vérité proposée par le Parti de la Révolution Démocratique (PRD) au pouvoir dans cet Etat. Rocia Messino, de l'OCSS d'Atoyac, affirma : « Nous n'avons pas besoin d'une commission de vérité quand tous les faits sont déjà connus, le gouvernement sait qu'il y a ici un responsable et que celui-ci est Ruben Figueroa Alcocer, et que celui-ci doit donc être jugé. »

Les mères et veuves de quatre des paysans exécutés ont manifesté leur mécontentement concernant l'impunité des assassins. Cruz Lozano Rebollado, veuve de Paz Hernandez Gonzalez, a déploré que 12 ans après la mort de son époux, on n'ait pas encore réussi à arrêter les principaux auteurs du massacre.

De plus, des représentants du Mouvement Social de la Gauche (MSI) ont participé à la commémoration, ainsi que le Conseil des Ejidos\* et communautés opposantes à la Parota\* (CECOP), la Coordination Nationale des Travailleurs de l'Education (CNTE) section 9, le Front national de Lutte pour le Socialisme (NLS), le Parti du Travail (PT) et le Parti de la Révolution Démocratique (PRD).

En clôture, les noms des paysans assassinés furent cités et les exigences en vue d'obtenir tous les éclaircissements concernant le massacre d'Aguas Blancas furent réitérées.

Article tiré du bulletin de PBI-Mexique et traduit par Denis Jouniaux

\* Notes du traducteur :

- Les ejidos sont des terres communautaires, qui appartiennent à l'ensemble d'une communauté ou d'un village, et non à un propriétaire privé.
- La Parota est le nom d'un projet de barrage hydroélectrique controversé dans l'Etat du Guerrero.



## Mexique

### Neuf ans après le massacre d'El Charco, des Amérindiens demandent justice

*Les 6 et 7 juin 2007, deux membres de l'équipe PBI du Mexique ont accompagné les membres de l'Organisation du Peuple Indigène Me'Phaa (OPIM) à la commémoration du massacre de 11 paysans à El Charco, commune d'Ayutla de los Libres (Etat de Guerrero). PBI assure un accompagnement international auprès de l'OPIM depuis 2005.*

Le 7 juin 1998, au matin, dans la communauté d'El Charco, dix Amérindiens mixtèques et un étudiant de l'Université Nationale Autonome de Mexico sont morts, aux mains d'éléments de l'armée, dans l'école primaire bilingue Caritino Maldonado Perez. Chaque année, le 6 juin, on commémore l'anniversaire du massacre lors d'une veillée dans les classes de l'école, suivie le 7 juin d'une marche. Cette année, PBI-Mexique a accompagné l'OPIM, qui a appuyé l'Organisation Indépendante du Peuple Mixtèque (OIPM) pour l'organisation de l'événement.



*Marche commémorative de juin 2007 à l'occasion du neuvième anniversaire du massacre d'El Charco en présence de volontaires de PBI*

Les volontaires de PBI ont accompagné la caravane qui est partie le 6 juin dans l'après-midi du village d'Ayutla en direction de la communauté d'El Charco. La veillée commença à la tombée du jour, avec des membres de la famille des Amérindiens morts. Les deux classes de l'école sont restées en l'état, comme il y a 9 ans, avec les orifices de balles et les taches de sang sur les murs, le plafond et le sol. Dans une des classes, on a déposé

des fleurs et des bougies sous une croix avec les noms des victimes. Pendant toute la nuit on a entendu les oraisons et les chants des membres des familles et des compagnons des défunts.

Le jour suivant, trois veuves et deux mères de victimes prirent la tête d'une marche sur le chemin menant de la communauté à l'école. Près de 500 manifestants, en majorité des Amérindiens mixtèques et de la zone me'phaa de cette commune, assistèrent à la cérémonie. Ils portaient une inscription demandant un châtiment pour les militaires qui ont commis le massacre. C'est l'exigence principale des villages amérindiens de la zone, avec en plus la réparation du dommage et l'indemnisation des familles des victimes.

Après une messe en mémoire des victimes, il y eut un meeting auquel participèrent une longue série d'orateurs représentant des peuples amérindiens, des mouvements sociaux de l'Etat et le Parti de la Révolution Démocratique (PRD).

Felipe Castro Morales, frère d'une des veuves, parla au nom des familles des morts : « Le 7 juin 1998, les misérables sont venus, et ils ont tué de sang-froid nos frères amérindiens mixtèques. Ceux-ci n'étaient pas armés, ils étaient en train de discuter avec d'autres Amérindiens de la meilleure façon d'apporter des bénéfices à notre peuple. Ceux qui assistèrent à cette réunion restèrent dormir dans l'école, et à l'aube, les militaires arrivèrent et les tuèrent. »

Dans la région, le massacre d'El Charco est vu comme le point fort d'atteintes séculaires persistantes contre les communautés et le président de l'Organisation des Peuples Mixtèques, à laquelle appartenaient les morts d'El Charco, Raul Lucas Licia, déclara pour finir : « Nous tous, Amérindiens, avons soif de justice. Nous avons toujours été massacrés, exploités, fustigés, réprimés par les gouvernements corrompus. »

Article tiré du bulletin de PBI-Mexique  
et traduit par Denis Jouniaux



## Guatemala

### Le maïs, aliment ou combustible ?

*Ces dernières semaines, au Guatemala, les agrocombustibles sont devenus un important sujet de polémique. Diverses opinions s'expriment à propos de ce thème. Certains y voient une alternative au pétrole, plus propre que celui-ci, et un changement pour toute l'économie centraméricaine. D'autres tirent la sonnette d'alarme parce que les agrocombustibles pourraient bien mettre la souveraineté alimentaire en péril, la forte demande internationale pour la production d'agrocombustible provoquant une hausse des prix du maïs.*

#### Le virage vers la production d'agrocombustible

Suite à la diminution des réserves naturelles de combustibles fossiles non renouvelables et suite à la hausse corollaire de leur prix et à la recherche d'énergies propres, les agrocombustibles sont vus aujourd'hui comme une alternative possible et ils jouissent d'un intérêt majeur au niveau international. Jusqu'à présent, les agrocombustibles les plus utilisés et développés sont le bioéthanol et le biodiesel. Les deux principaux pays producteurs de bioéthanol sont le Brésil, qui produit de la canne à sucre et des palmiers africains (ou palmiers à huile) pour atteindre 45% de la production mondiale, et les Etats-Unis, qui en produisent 44%, principalement grâce au maïs.

Selon la FAO, Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation, la production d'éthanol à base de maïs aux Etats-Unis a quadruplé depuis

l'an 2000. Afin de répondre à la demande croissante provenant principalement des Etats-Unis et de Chine, on observe au niveau international une forte hausse des prix du maïs et cela affecte le marché. Selon des sources d'Inforpress Centroamericana, le Guatemala a connu une augmentation de ses prix à hauteur de 78% pour les premiers mois de cette année, ce qui affecte autant la consommation que la distribution.

Dans le panorama commercial de l'Amérique Centrale, les agrocombustibles sont vus comme une occasion de participer au marché mondial et comme un moyen d'augmenter l'emploi et les revenus. La Banque Interaméricaine de Développement (BID) désire appuyer les projets soutenus par le secteur privé, les entreprises publiques et les gouvernements, afin de favoriser le marché des agrocombustibles en Amérique Centrale.



*Le candidat Alvaro Colom durant la campagne électorale*

#### Victoire du social-démocrate Alvaro Colom au second tour des élections présidentielles

Lors du second tour des élections présidentielles qui avaient lieu le dimanche 4 novembre au Guatemala, le social-démocrate Alvaro Colom a remporté le duel qui l'opposait à l'ancien général, partisan de la « manière forte », Otto Perez Molina. Homme d'affaires de 56 ans, Alvaro Colom, qui se présentait pour la troisième fois à la présidence, a été élu au second tour avec plus de 52 % des suffrages. Toutefois, plus de 50% des 6 millions d'électeurs guatémaltèques se sont abstenus lors de ce second tour, contre 41% lors du premier tour le 9 septembre dernier.

Le nouveau président élu succédera pour une période de quatre ans au conservateur Oscar Berger et prendra ses fonctions le 14 janvier prochain. Bien que son parti, l'Unité Nationale de l'Espoir (UNE), représente désormais la première force parlementaire, il ne contrôle que 52 députés sur les 158 du Congrès guatémaltèque. Aussi, pour légiférer, le président social-démocrate sera tributaire d'une alliance ou d'accords avec une ou plusieurs formations politiques de droite.





Femmes du département de l'Alta Verapaz en train de faire des tortillas de maïs

## Le Guatemala, producteur d'agrocombustible

Selon le rapport « Perspectives d'un programme de biocombustibles en Amérique Centrale » de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL), parmi les pays d'Amérique Centrale, le Guatemala est celui qui possède le plus grand potentiel dans la production de cannes à sucre et de palmiers africains et donc pour la production d'agrocombustibles. Celle-ci générerait des sources alternatives d'énergie, elle relancerait l'économie, diminuerait le déficit des devises et favoriserait les technologies propres. Actuellement au Guatemala, quatre centres produisent de l'éthanol pour l'exportation et un autre est en projet avec une capacité future pour la production de 150 mille litres par jour. L'Ixcán, la côte sud, diverses régions du Petén et Izabal sont sous le regard de compagnies transnationales qui cherchent à exploiter ces régions, en remplaçant les bois ou les cultures traditionnelles par de grandes extensions de palmiers africains ou de canne à sucre.

## Les conséquences

Ces mégaplantations présentent de graves risques pour les communautés dans le secteur social, économique et écologique. Le Guatemala est un pays où les questions relatives à la terre sont particulièrement conflictuelles. Les organisations paysannes craignent qu'avec le développement des mégaplantations, beaucoup de paysans soient, à court ou moyen terme, expulsés des terres qu'ils habitent.

Des membres de différentes organisations sociales dénoncent le fait que dans les départements orientaux

de Jalapa et de Santa Rosa des entreprises étrangères ont loué des terres à des paysans pour les dix prochaines années dans le but de semer de la canne à sucre pour produire de l'éthanol. Par nécessité, beaucoup de paysans se voient obligés de louer ou de vendre leurs terres pour augmenter leurs ressources économiques et assurer leur survie. Cela constitue un sérieux problème, puisqu'ils se retrouvent alors sans terre pour leur autosubsistance.

Le maïs joue un rôle vital dans la culture guatémaltèque. D'après les croyances mayas, les hommes furent créés à partir du maïs et les peuples méso-américains cultivent le maïs depuis leurs origines. Tout comme le haricot noir, le grain de maïs est primordial dans la préparation des plats typiques du pays. Aux yeux de la population guatémaltèque, une assiette sans tortilla est unimaginable. Un récent sondage dans la région de l'Altiplano a démontré que 100% de la population consomme du maïs sous forme de tortilla, avec une moyenne quotidienne de 318 grammes. La consommation de maïs par personne au Guatemala est de 110 kg par an.

Selon la Coordinaton Nationale des Organisations Paysannes (CNOG), la pénurie de maïs et la hausse des prix affectent principalement la population pauvre. Vu l'importance de cet aliment, qui offre une possibilité d'autosubsistance pour la population des régions rurales, l'inquiétude est grande pour la sécurité alimentaire.

*« L'expression 'sécurité alimentaire et nutritionnelle' se réfère à la situation dans laquelle toutes les personnes, tous les jours, jouissent de l'accès aux aliments dont elles ont besoin – en quantité et qualité – et aux autres biens et services (santé, hygiène, éducation) qui leur assurent le bien-être nutritionnel et leurs permettent de se développer, sans que cela induise une détérioration de l'écosystème. »*

## Augmentation du prix du maïs

Selon Inforpress, les prix du maïs ne sont pas seulement influencés par les agrocombustibles. En effet, le Traité de Libre Commerce entre les Etats-Unis, l'Amérique centrale et la République Dominicaine (DR-CAFTA) aurait aussi un effet négatif en raison du manque de mesures pour éviter que les différences entre les économies du Guatemala et des Etats-Unis n'affectent la région de manière négative. La Coordination d'ONG et de Coopératives (CONGCOOP) dénonçait l'augmentation des importations de maïs depuis l'entrée en vigueur du DR-CAFTA. A présent, le maïs importé fournit plus d'un tiers de la consommation



